

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS datent des 1^{er} et 16 de chaque mois et se paient d'avance.

LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITROPHES. Trois mois 5 fr. Six mois 9 fr. Un an 16 fr.

AUTRES DÉPARTEMENTS. Trois mois 6 fr. Six mois 11 fr. Un an 20 fr.

Envoyer avec la demande d'abonnement un bon de poste.

L'acceptation du 1^{er} numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL. Paraissant les Mercredi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance.

Annonces 25 c. la ligne. Réclamations 50 c.

M. Hayes, rue J.-J. Rousseau, 3. M.M. Laffitte et Co, place de la Bourse, 8, sont seuls chargés, à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

Le Journal du Lot et le Courrier du Lot sont désignés, pendant l'année 1870, pour la publication simultanée et in extenso des Annonces Judiciaires et Légales de l'arrondissement de Cahors et, par extrait, des Annonces Judiciaires et Légales des arrondissements de Figeac et de Gourdon.

Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été.

Table of train schedules from Cahors to Libos, listing departure and arrival times for various stations like Mercuès, Parnac, and Cahors.

Table of train schedules from Libos to Cahors, listing arrival times for stations like Cahors, Mercuès, and Parnac.

Table of prices for different classes of train seats (1^{er} cl., 2^e cl., 3^e cl.) for various routes.

Table of train schedules for the route Cahors to Montauban and vice-versa, including arrival and departure times.

Table of train schedules for the route Cahors to Paris, listing arrival and departure times.

Dernières nouvelles

Tours, le 24 sept. 1870, à 12 h. 1 m. s. Gouvernement à Préfets, gouverneur général Algérie. — (Circulaire).

Faites afficher, publier et connaître de suite par tous les moyens possibles la proclamation suivante et le décret qui la suit :

A la France

Avant l'investissement de Paris, M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères a voulu voir M. de Bismark pour connaître les dispositions de l'ennemi.

Voici la déclaration de l'ennemi : La Prusse veut continuer la guerre et réduire la France à l'état de puissance de second ordre.

La Prusse veut l'Alsace et la Lorraine jusqu'à Metz, par droit de conquête. La Prusse, pour consentir à une armistice ose demander la reddition de Strasbourg, de Toul et du Mont-Valérien.

A d'aussi insolentes prétentions, en effet, on ne répond que par la lutte à outrance ; la France accepte cette lutte et compte sur tous ses enfants.

Tours, le 24 septembre 1870.

Les membres délégués du Gouvernement,

CRÉMIEUX. GLAIS-BIZOIN. FOURRICHON.

Vu la proclamation ci-dessus, qui constate la gravité des circonstances, le Gouvernement décrète :

1° Toutes élections municipales et pour l'Assemblée Constituante, sont suspendues et ajournées;

2° Toute élection municipale qui serait faite est annulée;

3° Les Préfets pourvoient par le maintien des municipalités actuelles ou par la nomination des municipalités provisoires.

Les membres délégués du Gouvernement,

CRÉMIEUX. GLAIS-BIZOIN. FOURRICHON.

Cahors, le 21 sept. 1870

DÉFENDONS-NOUS

A tort ou à raison, on prête aux généraux Prussiens toute sorte de projets.

On prétend qu'ils voudraient, pendant que le gros de leurs troupes resterait sous les murs de Paris et en occuperait les défenseurs, envoyer dans toutes les directions des corps d'armée de 10 à 20,000 hommes, pour s'emparer des villes et faire des réquisitions de vivres et d'argent.

Il faut s'attendre à tout de la part des soldats du roi Guillaume.

Aussi ne devons-nous rien régler pour nous mettre au plutôt en parfait état de défense.

Il ne suffit pas d'organiser la garde nationale dans les chefs-lieux d'arrondissement et même dans les chefs-lieux de canton ; il faut armer toutes les communes, il faut que, dans les plus petits villages, l'ennemi, s'il se présente, rencontre une résistance sérieuse et régulière.

Que chaque paysan ait son fusil, et qu'il s'en serve.

C'est aujourd'hui la meilleure manière de combattre l'invasion. Bien conduite, la guerre de haies et de bois, la guérilla amène, dans un temps assez restreint, d'abord la démoralisation et en second lieu la ruine des meilleures, des plus grandes armées.

Témoin la guerre d'Espagne.

Ce que firent les Espagnols, sans gouvernement, sans chefs, sans argent, ne pourrions-nous pas le faire, nous qui avons quatre armées organisées, l'armée de Paris, l'armée de Bazaine et les armées de Tours et de Lyon; nous, dont aucune place forte importante n'est tombée au pouvoir des Prussiens, nous enfin dont les finances sont loin d'être épuisées ?

Pas de lâche découragement !

Ayons confiance dans nos généraux et nos soldats, dans la Nation tout entière légitimement indignée et comptons sur le succès final.

J. DELBAU.

BULLETIN OFFICIEL DE LA GUERRE

Montargis, 30 sept., soir.

Des télégrammes et des avis de Seine-et-Marne, disent que les Prussiens ont essuyé deux défaites, l'une à Athis-Mons et l'autre aux environs de Lagny.

Des officiers supérieurs prussiens et parmi eux le prince royal, ont traversé Milly en voiture.

Le Mans, 20 sept., soir.

Des personnes arrivant des environs de St-Cyr-l'école, affirment que, le 19, une bataille a été livrée dans la plaine de Mendon-Sèvres. 30,000 prussiens auraient été mis hors de combat par le général Vinoy, appuyé par le nouveau fort de Mendon.

Un grand nombre de Prussiens auraient été faits prisonniers et 93 canons et des mitrailleuses auraient été capturées.

Nota. — Nous donnons ces nouvelles sous toutes réserves. Leur date même peut faire craindre qu'elles ne soient au moins exagérées. Car, malgré la difficulté des communications, nous pensons que le général Vinoy aurait trouvé le moyen d'en aviser plus tôt la plus prochaine station télégraphique.

Epinal, 20 sept., soir.

Toul a été encore vivement attaqué hier. L'ennemi avait placé 16 pièces sur les hauteurs, dont 4 sur le Mont-St-Michel.

Les Prussiens avaient quinze mille voitures chargées de bois et de terre afin de combler les fossés de la place et d'abriter les assaillants.

On assure que les assiégés ont encore réussi à démonter les batteries ennemies.

On mande de Neufchâteau ce matin, qu'on entendait une canonnade très faible dans la direction de Toul, ce qui prouve que cette héroïque place tenait encore hier.

Colmar, 20 sept., soir.

Le département du Haut-Rhin est complètement évacué par l'ennemi.

Les opérations du tirage au sort recommencent.

Mulhouse reprend un aspect calme.

Des troupes françaises y arrivent et si les Badois reviennent, ils trouveront la population prête à leur résister vigoureusement. Sur plusieurs points, les gardes nationaux ont fait leur devoir, quelques-uns ont été fusillés par les Badois.

Marseille, 20 sept., soir.

Les francs-tireurs provençaux qui étaient partis pour le camp du Pas-du-Lancier, ont reçu l'ordre de revenir dans notre ville, où ils devront se tenir prêts à partir.

L'administrateur général Esquiros doit les passer en revue avant leur départ.

Orléans, 20 sept., soir.

On annonce officiellement de Pithiviers qu'un corps prussien est entré dans cette ville.

Nemours, 20 sept., soir.

Un bruit qui a besoin de confirmation, mentionne une défaite essuyée par l'ennemi, dont les corps isolés se replieraient sur Malherbes et Pithiviers.

Bordeaux, 21 septembre.

Le parti démocratique s'occupe de former une liste de candidats à l'Assemblée Constituante.

Un convoi d'armes de précision est attendu prochainement.

Londres, 21 septembre.

On apprend de St-Petersbourg, que les garnisons Russes de la Pologne et de Volhynie, reçoivent des renforts.

Sept divisions d'infanterie ont été envoyées dans la province de Kieff. Elles seront cantonnées sur la frontière gallicienne.

Une commission militaire a été nommée à St-Petersbourg pour créer un corps de réserve radicale de 4,000 chirurgiens.

Les journaux de Londres expriment l'espoir que la démarche faite par M. Jules Favre, au quartier général du roi de Prusse à Meaux, aura un résultat favorable.

Washington, 19 septembre.

M. Motley, ministre américain à Londres, a télégraphié à M. Frich, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, que le bruit d'après lequel la Prusse aurait l'intention de rétablir Napoléon sur le trône et de ne traiter qu'avec la Régence est faux.

Les nouvelles de la Havane, portent que 560 personnes sont mortes de la fièvre jaune dans le cours de la semaine dernière.

Florence, 21 septembre.

D'après les journaux, les pertes éprouvées par les troupes italiennes dans l'affaire de Rome, ont été légères. La division Bixio a eu 7 tués et 23 blessés ; la division Angioletti a eu un tué.

Le corps diplomatique, qui était resté au Vatican, s'est montré satisfait des mesures prises par le général en vue de maintenir la tranquillité à l'intérieur.

Dans toute les villes ont eu lieu des démonstrations enthousiastes.

Marseille, 21 septembre.

Dans sa séance d'hier, le conseil municipal a voté à l'unanimité l'emprunt de dix millions émis par la ville de Marseille.

Toulon, 21 septembre.

Les frégates Dryade, l'Intrépide et la Drome ont débarqué 5,750 zouaves et chasseurs et 200 chevaux.

Gibraltar, 20 septembre.

Le paquebot des transports maritimes le Pouton vient d'arriver, apportant des nouvelles de Buenos-Ayres, 20 août; de Montevideo, 21 août et de Rio-Janeiro, 29 août.

Londres 20 sept. 10 h. soir.

Le Manchester-Examiner publie un télégramme de Berlin annonçant que la Russie fait des armements et est décidée à protester contre toute annexion du territoire français à l'Allemagne. Consolidés Anglais 92 1/4 à 3/8, 5 0/0 Italien 52 5/8 à 7/8.

Berne, 20 sept., soir.

Le général Werder a refusé de signer de nouveaux sauf-conduits pour les Strasbourgeois vieillards femmes et enfants qui voulaient quitter la ville. De plus il menace Strasbourg d'un bombardement général s'il ne se rend pas.

Florence 20 septembre.

Les troupes italiennes sont entrées aujourd'hui à Rome, après quatre heures de combat, les troupes papales ont refusé d'obéir au Pape qui voulait éviter l'effusion du sang.

Pointe de Galles, 20 sept.

Hongkong 1^{er} septembre. Les sentiments d'hostilités contre les étrangers augmentent. On craint beaucoup un soulèvement contre eux.

Le diplomate anglais Wade était toujours à Pékin. Le ministre de France avait déclaré qu'il retirerait son pavillon si les têtes des mandarins condamnés par le dernier massacre ne lui étaient pas livrés avant le 31 août.

Villa Albani près de Rome, le 20 sept.

Dans la matinée de ce jour nos troupes répondant au feu des troupes pontificales entrèrent dans Rome, vers dix heures, près de la porte Pia.

Les pontificaux hissèrent le drapeau blanc sur toutes les batteries et cessèrent le feu sur l'ordre du pape.

Un parlementaire a été envoyé au quartier général Italien.

Londres, 20 septembre.

Le Times publie une lettre de M. Piétri, secrétaire particulier de Napoléon, datée de Wilhenshoche 15 septembre réfutant comme des calomnies cruelles plusieurs nouvelles des journaux étrangers principalement l'article d'un

journal anglais disant que Piétri n'a pas craint d'attribuer les causes de la guerre aux embarras de la liste civile et à la nécessité qui en était résultée pour l'Empereur de faire tous les ans un emprunt de 50 millions au budget du ministère de la guerre, emprunts dont il fallait faire disparaître la trace en les noyant dans les dépenses d'une grande guerre.

Une imputation aussi monstrueuse démontre de la part de l'auteur de cet article une ignorance profonde des lois qui régissent en France les finances de l'Etat ou bien une mauvaise foi insigne, les malversations ne sont guère possibles en France car la comptabilité de la liste civile est l'objet d'un examen rigoureux et celle de l'Etat y est soumise au contrôle sévère, du corps législatif et de la cour des comptes. M. Piétri affirme aussi que l'Empereur n'a pas un centime placé dans les fonds étrangers.

Londres 20 septembre.

Le Times publie la dépêche prussienne suivante :

Berlin, 16 septembre. L'Indépendant Rémois publié à Reims contient le communiqué suivant, qui émane du comte de Bismark :

On répand des bruits relatifs à l'ouverture de négociations et à un prochain rétablissement de la paix. Ces bruits n'ont aucun fondement. Le gouvernement allemand n'a reçu aucune communication qui indique que des négociations soient sur le point d'être entamées. Au contraire. Le gouvernement qui s'est constitué à Paris et auquel manquent toutes les garanties préalables de stabilité qui seraient nécessaires pour qu'un autre Gouvernement quelconque pût entrer en relations avec lui, paraît disposé à poursuivre une lutte funeste et désormais inégale, plutôt que de considérer ce qui donnerait la paix à la France.

Officiel. — Dans la nuit du 13 au 14 septembre, la garnison de Strasbourg a fait une sortie et a surpris les ennemis dans les tranchées ; deux régiments prussiens ont été abîmés.

Dans la nuit du 17 au 18 septembre, l'ennemi a tenté un assaut ; mais il a été repoussé avec des pertes énormes. La proclamation de la République a ranimé l'ardeur des défenseurs de Strasbourg.

Les fugitifs constatent que la place est bien approvisionnée et qu'elle tiendra fermement.

L'ennemi se concentre vers Strasbourg.

Neufchâteau, 21. — Il est confirmé que les Prussiens ont été repoussés avec de grandes pertes, dans l'assaut qu'ils ont tenté contre Toul, dans la nuit du dimanche à lundi.

Une partie des troupes ennemies a abandonné le siège pour marcher vers Paris.

On assure que des soldats français sont parvenus à entrer dans Toul apportant des secours.

Tours, 22 sept., 4 h. 15 m. s.

Orléans, 22. — Aucun Prussien n'est entré à Orléans ni dans l'arrondissement de Châteaudun.

Aucun Prussien n'a été vu non plus dans le département de l'Aube.

Les Prussiens sont signalés à Dourdan.

Tours, 22 sept., 9 h. 30 m. s.

Gien, 22 septembre. — Les bruits paraissent confirmés que deux mille Prussiens auraient été anéantis et débandés. De nombreux canons auraient été pris.

Les ennemis qui se trouvent entre Pithiviers, Malherbes et Puiseaux seraient disposés à se rendre.

Tours, 22 sept., 9 h. 50 m.

Eureux, 21 au soir. — Quelques cavaliers prussiens ont paru eux environs de Nantes ; ils ont fait des réquisitions ; puis ils ont été rejoints par leur corps d'armée, en passant la Seine, près de Trièbe.

Melun est occupé et entouré par des forces ennemies considérables.

Tours, 22 sept., 12 h. 50 m., s.

Différents télégrammes, datés du 20 et de source prussienne, portent :

1° Que l'investissement de Paris est complété depuis la ligne de Vincennes jusqu'à Versailles ;

2° Que deux corps d'armée bavarois ont attaqué à la hauteur de Sceaux, trois divisions du corps de Vinoy et les ont refoulés derrière les forts, après avoir capturé sept canons et fait un grand nombre de prisonniers.

Tours, 2 heures du soir.

Londres, 22. — Le Times dit : Les négociations entre M. de Bismark et M. Jules Favre, ont eu lieu à Ferrières, au château de M. de Rothschild.

La seule question examinée a été de savoir si les conditions d'arrangement éventuel obtiendraient l'approbation de l'Assemblée élue par la France.

Mundolsheim, 20. — La Landwehr a pris aujourd'hui la lunette 53 de Strasbourg, en réduisant au silence le feu français.

Epinal, 21. — Un nouveau ballon a été trouvé à Fenestrange contenant des nouvelles lettres qui constatent que la place de Metz est approvisionnée pour longtemps.

Le moral des troupes est excellent. 1,200 allemands expulsés de Paris ont adressé au roi de Prusse une pétition le sollicitant d'insister pour qu'il leur soit alloué une indemnité pécuniaire. Ils ajoutent que dans le département de la Seine seulement, 80,000 allemands ont subi l'expulsion.

La Prusse se propose d'adresser un mémorandum aux puissances sur la violation de la convention de Genève par la France.

M. Paul de Cassagnac et le baron Stoffel ex-attaché militaire français à Berlin sont parmi les prisonniers pris à Sedan.

M. de Kùhlevetter, gouverneur civil Allemand de l'Alsace et du département de la Moselle, a demandé à la chambre de commerce d'Erbsfeld de préparer un rapport sur les résultats probables, au point de vue de l'industrie allemande, de l'entrée dans le Zollverein des provinces qu'il administre.

A Wilhelmshöhe, un apprenti allemand a été arrêté avec un pistolet à la poche. On lui attribue le dessein d'un attentat sur l'Empereur.

Une autre dépêche de Berlin publiée par le Times, porte :

Le bruit d'après lequel la Bavière aurait résolu d'ouvrir des pourparlers avec la Prusse en vue de l'entrée de la Bavière dans la confédération allemande, paraît dénué de tout fondement.

Le combat de Longjumeau.

L'engagement qui a eu lieu avant-hier près Longjumeau, et dont les dépêches de l'agence Havas ont déjà parlé, paraît avoir eu une importance beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait cru tout d'abord.

D'après nos renseignements particuliers, le combat a duré une grande partie de la journée.

Les ennemis, au nombre de 10,000 hommes, s'étaient établis sur le plateau de Longjumeau, entre Dourdan et la ligne d'Orsay.

Les Français étaient environ 2,000, commandés par un colonel, dont malheureusement, on n'a pas pu encore nous dire le nom.

L'attaque des Prussiens a commencé à six heures du matin. Le chef de station du télégraphe de Rambouillet avait organisé, dès les premiers coups de canon un courant de nouvelles sur la ligne de Bretagne, et c'est ainsi que plusieurs voyageurs ont pu connaître quelques détails de ce combat.

L'ennemi, fort bien renseigné, savait à quel petit nombre de combattants il avait affaire. Aussi, après une canonnade très nourrie, et qui ne fit que très peu de mal aux nôtres, les Prussiens s'élançèrent-ils par masses sur le petit corps français, tactique connue fort heureusement.

C'est là que le colonel les attendait. Seize ou dix-huit mitrailleuses, brusquement démasquées, prirent le corps prussien en écharpe.

En moins de vingt minutes, la colonne ennemie, littéralement coupée en deux tronçons, commença à battre en retraite, essayant de se reformer à plusieurs reprises.

Mais notre artillerie, habilement dirigée, recommença son œuvre et finit par provoquer la déroute complète des Prussiens.

D'après la Gazette de France, trois canons d'acier ont été enlevés par nos soldats. Depuis hier, on trouve, paraît-il, des fuyards prussiens dans tous les pays avoisinant le champ de bataille, et jusqu'à des distances relativement considérables.

On nous affirme que la nouvelle de ce succès, connue à Paris dans la soirée, a produit un véritable enthousiasme et doublé,

si c'est possible, la confiance des défenseurs de la capitale.

Le Journal de Loir-et-Cher, de ce matin, nous apporte les nouvelles suivantes : « Les environs d'Orléans sont occupés par des détachements de cavalerie française, chargés du service d'éclaireurs.

« Il a été envoyé à Toury un escadron de hussards ; à Bazoches, deux escadrons du même corps ; à Neuville-aux-Bois, un escadron ; enfin Artenay et ses environs sont occupés par un régiment de dragons.

« Hier, lundi, est arrivé à Blois le personnel d'une ambulance venant de Niort, où cette ambulance avait été dirigée en quittant Sedan, à la suite de la reddition de cette ville. Les chirurgiens et infirmiers composant ce corps séjourneront provisoirement à Blois où ils seront répartis entre les divers régiments qui doivent composer l'armée de la Loire.

« Deux régiments de cuirassiers, les 1er et 9e doivent arriver à Blois pour y séjourner.

« Le premier détachement doit arriver aujourd'hui. »

Correspondance particulière du Journal du Lot.

Tours, 21 septembre.

Monsieur et cher correspondant,

Les membres de la délégation du gouvernement, ont rendu visite aujourd'hui aux ambassadeurs et aux ministres des puissances étrangères présents à Tours.

On attend avec une légitime anxiété le résultat de la démarche que M. Jules Favre a faite au quartier général du roi de Prusse, à Meaux. Cette démarche semble désormais un fait acquis. Si le bon droit et la justice devaient obtenir forcément gain de cause, nous serions à l'abri de toute inquiétude et nous ne concevions aucun doute. Jamais, en effet, une cause plus juste n'eût un plus éloquent défenseur.

Que demandons-nous, à la Prusse ? Rien qui ne soit l'expression stricte de notre sentiment national. Nous demandons au vainqueur, — et sur ce point, la France est unanime, — une paix qui ne soit pas humiliante pour le vaincu. En d'autres termes, nous sommes prêts à acquiescer à une indemnité pécuniaire, mais nous ne saurions nous résigner à une mutilation territoriale. Que l'Allemagne renonce à toute velléité de s'annexer l'Alsace et la Lorraine, ces deux provinces si profondément françaises, et la paix sera bientôt conclue.

Nous ne voulons pas escompter par avance le succès des ouvertures faites par notre ministre des affaires étrangères au roi de Prusse, mais nous sommes en devoir de constater qu'un mécontentement considérable de l'opinion se produit en notre faveur dans toutes les parties de l'Europe. Les journaux anglais notamment, attendent beaucoup de la démarche de M. Jules Favre. En outre, il paraît de plus en plus certain que la Russie n'assisterait pas indifférente au démembrement de la France. Telle est, du moins, la signification que nous croyons devoir attribuer aux concentrations formidables de troupes russes qu'on voit actuellement en Pologne, en Volhynie et sur la frontière de la Galicie.

Nous appelons l'attention sur les dépêches que nous publions plus loin. Elles signalent une série d'engagements favorables pour nos armes. Nous souhaitons vivement que ces heureuses nouvelles se confirment.

On nous annonce que la gare de Tours ne délivre plus de billets pour les stations situées au-delà de Blois, dans la direction de Paris.

Cette mesure de précaution aurait été motivée par l'entrée des Prussiens à Pithiviers.

P. S. — Des avis que nous recevons à la dernière heure portent que l'attitude de la Russie, de l'Italie, de l'Angleterre et des autres puissances est très bonne.

Les Prussiens, qui ont occupé hier Pithiviers, semblent s'avancer du côté d'Orléans. Par mesure de prudence, nos détachements isolés ont reçu l'ordre de se replier.

Le temps d'arrêt de M. Thiers à Tours a été encore plus bref que nous ne l'avons dit hier.

Attendu lundi soir, l'éminent négociateur n'est arrivé qu'hier à sept heures du matin, par suite du dérangement qui a suivi le funeste accident que nos lecteurs connaissent.

A onze heures dix minutes, un train spécial emmenait M. Thiers sur Vierzon, d'où il doit prendre la route d'Italie pour se ren-

dre en Autriche et de là en Russie.

Nous croyons savoir que sa halte à Vienne sera fort courte, son but étant d'arriver avec toute la rapidité possible à St-Petersbourg.

Voici d'ailleurs les renseignements que nous communiquons à ce même sujet l'Agence Havas :

« M. Thiers est arrivé ce matin à Tours. Il est descendu à l'archevêché où un conseil du gouvernement a eu lieu immédiatement. On nous assure que l'éminent homme d'Etat rapporte de Londres une impression favorable. Il aurait obtenu, notamment, la promesse que lord Lyons servirait d'intermédiaire pour la négociation avec la Prusse ; ce que jusqu'au dernier moment le cabinet anglais avait formellement refusé.

« M. Thiers ne s'est arrêté à Tours que le temps strictement nécessaire pour communiquer avec les membres du gouvernement. Il est reparti ce matin même par un train spécial, afin de se rendre à Vienne et de là à St-Petersbourg où l'attend le prince Gortschakoff, qui lui a fait parvenir plusieurs dépêches pour l'inviter, par ordre du czar, à hâter son arrivée.

« M. Thiers verra M. de Beust à son passage à Vienne ; mais il ne remplira sa mission diplomatique dans cette capitale qu'à son retour de Saint-Petersbourg. »

La lettre de Mgr Dupanloup.

L'Union de l'Ouest qui nous parvient publie une éloquente lettre de Mgr Dupanloup à un homme politique, que nous voudrions pouvoir reproduire. L'illustre Prélat envisage virilement les calamités de la Patrie en deuil et trouve des accents généraux pour nous enseigner à ne pas désespérer.

En effet, les triomphes de la force ne sont qu'éphémères : ceux de la Justice seuls sont durables. Chemin faisant, Mgr. Dupanloup donne un avertissement à l'Europe qui, si elle ne veut pas comprendre la raison politique, non moins que le cri de l'humanité outragée, lui conseille d'intervenir, apprendra bientôt à ses dépens quel joug la menace et quelle suite affreuse de guerre elle aura, par une telle faute, légué à l'avenir. Il rappelle à l'ennemi que le *Vae victoribus* se retrouve encore plus souvent dans l'histoire des peuples que le *Vae victis*. Enfin, par un rapprochement saisissant, il invoque le souvenir de la reine Louise de Prusse, mère du roi actuel, dont les épreuves les plus cruelles n'ébranlèrent pas le courage ; car elle croyait à la justice non pas à la force. Et l'avenir a justifié la confiance de la reine Louise. Tout ce passage mérite d'être reproduit : nous laissons donc la parole à Mgr. d'Orléans.

« Je viens, dit l'éminent Prélat, de relire l'histoire de cette noble femme et celle de sa nation, si humiliée alors par le terrible génie qui, depuis ce temps, a laissé suspendu sur la France la menace de perpétuelles représailles.

Pour mieux connaître cette histoire si instructive de la Prusse de 1806 à 1850, j'ai parcouru les livres des vaincus de ces temps là. Il faut lire toujours avec une certaine défiance les récits des vainqueurs ; mais les vaincus disent vrai. Cette histoire m'a éclairé et fortifié. Je la conseille à ceux que la vue de nos malheurs aurait trop abattus. Cette reine, cette mère qui disait : « La vie de mes quatre fils m'est moins chère que l'honneur de mon pays, » eut avec Napoléon une entrevue célèbre. « Qui vous a porté, lui demanda brusquement le vainqueur d'Iéna et de Friedland à me faire la guerre ? »

« La gloire du grand Frédéric, » répondit-elle, nous a fait illusion sur notre puissance ; nous nous sommes trompés, » Voilà bien notre histoire en 1870. Et nous aussi, Français, nous avons été trompés ; la gloire de nos armes nous a fait illusion.

« Quelques années après, vivant à Moemel, pauvre, abandonnée entre ses enfants, elle écrivait à son père, en parlant du vainqueur, en 1870 :

« Cet homme est un instrument dans la main de Dieu pour briser les branches gâtées qui avaient fini par se confondre avec le vieil arbre. Mais il tombera. La justice seule est stable. Il n'agit pas selon les lois éternelles de Dieu, mais selon ses passions. Il ne s'occupe pas des souffrances des hommes, mais de son propre agrandissement. Désordonné dans son ambition, il est aveuglé par la bonne fortune, il est sans modération, et, qui ne se modère pas, perd nécessairement l'équilibre et tombe.

« Je crois en Dieu, je ne crois pas à la force. Et c'est pourquoi j'espère fermement que de meilleurs temps sont proches. Vivre de pain et de sel, mais dans le droit chemin, ne m'effraie aucunement. Ce qui est arrivé devait arriver. La Providence veut remplacer le vieux monde politique usé. Tous ces événements ne sont pas des résultats à accepter, mais des mauvais pas à franchir ; à condition que chaque événement nous trouve chaque jour meilleurs et plus préparés. Voilà, mon père, ma confession politique. »

La vaillante femme qui écrivait ces lignes est morte, avant de voir ce qu'elle avait prédit. Il me semble la voir se lever du tombeau pour dire à son fils : « Celui qui ne se modère pas, et se laisse aveugler par le succès, perd l'équilibre et n'agit pas selon les lois éternelles. » — Et aussi pour dire à la France : « Dieu émondé l'arbre gâté. Cela devait arriver. Nous verrons de meilleurs temps, à condition que chaque jour nous trouve meilleurs et plus préparés. »

Je prends la liberté de renvoyer au roi de Prusse les lettres de sa mère, et j'ose rappeler l'histoire de la Prusse à la France trop découragée. »

Mgr. Dupanloup poursuit en exprimant la confiance que nous nous relèverons de nos désastres. En effet qui donc a été vaincu en France. Ce n'est pas la nature, ce sont nos aveuglements et nos faiblesses. « Nous étions un équipage endormi conduit à l'écuil par des chefs dont nous avions fini par partager le sommeil. Nous nous relèverons. »

Voici la conclusion de cette lettre remarquable : « Les Parisiens, avec les enfants de toute la France, vont monter aux remparts : ils ne sont pas dégénérés de leurs pères, qui, des hauteurs de Ste.-Geneviève et sous ses auspices, repoussaient autrefois les hommes du Nord ; ils seront dignes de ceux qui résistent, intrépides, à Metz, à Verdun, à Toul, à Strasbourg. Pour moi, qui ne puis les accompagner que de mes vœux, de mes plus ardentes sympathies, je ne cesserai pas du moins de prier pour eux, pour la France, pour ses enfants morts, pour ses blessés, ses veuves, ses orphelins, ses soldats, ses volontaires, dans cette vieille cité d'Orléans, qui garde l'étendard libérateur de Jeanne d'Arc. »

Nouvelles des Départements

On écrit de Lille qu'il se trouve en ce moment en cette ville, au moins 200,000 hommes, tant de troupes réglées que de volontaires, et arrivant de tous côtés. Dans ce nombre, il faut compter une dizaine de mille hommes, échappés des mains des Prussiens, principalement de Sedan.

L'Echo de la Dordogne annonce que les accusés du crime de Hauteveye seront jugés par assises extraordinaires à Périgueux, le 26 septembre.

On se souvient que c'est à la Hauteveye qu'une personne a été naguère brûlée vive par quelques forcenés.

Les travaux de fortification de Rochefort sont activement poursuivis.

L'armement des remparts s'accomplit avec rapidité : on commence une nouvelle enceinte pour protéger le faubourg, et les batteries sont élevées sur les points les plus importants.

Les routes sont défendues par des redoutes.

L'armée de Lyon dans laquelle entrent toutes les recrues d'Afrique et qui est destinée à opérer dans l'Est, envoie déjà des détachements à Besançon et dans les Vosges.

M. Sencier, ancien préfet du Rhône, incarcéré de part l'autorité de la commune de Lyon, a été mis en liberté le 16 courant ; ceci confirme les bonnes nouvelles que nous avons données sur la situation de Lyon.

Tout fait espérer que très prochainement tout conflit aura cessé.

L'armement des forts de Lyon avec des pièces à longue portée, est à peu de chose près achevé aujourd'hui. Ils sont dans un formidable état de défense.

Les ouvrages avancés en terre sont poussés avec activité.

L'Industriel, de Mulhouse, annonce qu'une protestation de fidélité de l'Alsace à la France, se couvre en ce moment de signatures.

L'Alsace, dit ce journal, est française et veut rester française, malgré l'annexion décrétée par M. de Bismark.

Les enrôlements volontaires augmentent chaque jour et de nouvelles recrues vont rejoindre celles qui sont déjà réunies à Belfort.

La Vendée se lève contre l'invasion prussienne. Elle s'apprête à faire la « guerre de l'indépendance. »

Le chef d'état-major des troupes vendéennes en formation, M. F. E. de l'Herbergement, adresse un énergique appel à ses compatriotes.

Pour extrait : A. Layton.

Chronique locale

Deux pages du journal contenaient les professions de foi de plusieurs candidats à la Constituante. En présence de la circulaire ministérielle, nous croyons devoir la supprimer.

Le 1er bataillon de la Garde Mobile du département du Lot, est parti vendredi soir, à 7 heures, par un train spécial. L'élan de ces jeunes gens était admirable.

La population leur a fait cortège jusqu'à la gare.

On nous rapporte un fait que nous nous empressons de signaler et qui prouve le patriotisme de nos braves enfants de Cahors. Les compagnies devant laisser un certain nombre d'hommes pour former un troisième bataillon, un vote a eu lieu et plusieurs cahorciens ont vu leur départ différé ; ils ont immédiatement permuté avec les jeunes gens de la campagne, et sont partis avec leurs camarades.

Une réunion publique a eu lieu jeudi soir, dans la cour du Lycée.

Plusieurs citoyens ont pris la parole. Le seul fait digne de remarque est la formation d'un comité électoral qui a été désigné pour se mettre en rapport avec les comités d'arrondissement et former une liste de candidats républicains pour la Constituante.

Un calme parfait a régné dans cette assemblée.

Pour la chronique locale : A. Layton.

Annonces Judiciaires.

DEPARTEMENT DU LOT

Arrondissement de Cahors.

Commune de Valroufié.

Publication du plan parcellaire.

Chemin vicinal ordinaire de 2e classe, N° 6, de Valroufié, à la Route Impériale numéro 20.

EXPROPRIATION

POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Exécution de l'article 4 de la loi du 3 mai 1841.

Avis au Public.

Le Maire de la commune de Valroufié donne avis que le plan parcellaire des terrains à occuper par le chemin vicinal ordinaire de 2e classe N° 6, de Valroufié à la Route Impériale N° 20, présenté par Monsieur l'Agent-Voyer en chef du département du Lot en exécution de l'article 4 de la loi du 3 mai mil huit cent quarante-et-un, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique a été déposé ce jourd'hui, au secrétariat de la mairie, et qu'il y restera pendant huit jours au moins, du vingt-huit septembre au 5 octobre inclusivement, conformément aux prescriptions de l'article 5 de la même loi.

On pourra prendre connaissance dudit plan, sans déplacement, pendant le délai de la publication ; et les personnes qui auraient à réclamer contre sa teneur, sont invitées à présenter, dans le même délai, leurs réclamations par écrit, ou à venir les faire verbalement à la Mairie.

Fait à la mairie de Valroufié, le vingt-huit septembre mil huit cent soixante-dix.

Le Maire, Signé : AVIT.

PREFECTURE DU LOT.

Commune de St-Martin-Labouval

EXPROPRIATION

POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Exécution de l'article 15 de la loi du 3 mai 1841.

Avis au Public.

Par acte passé devant M. le Maire de la commune de St-Martin-Labouval, le sieur Doumergue (Jean-Louis), a cédé au département pour l'établissement du chemin vicinal de grande communication, numéro 33,

SAVOIR :

0 are 30 centiares de pâtus, 0 are 63 centiares de maison, moyennant la somme de huit cents cinquante francs, ci. 850 fr.

Cahors, le dix-neuf septembre mil huit cent soixante-dix.

Pour le Préfet du Lot, empêché : Le Secrétaire général, Signé : L. BOUDOUSQUÉ.

PREFECTURE DU LOT.

EXPROPRIATION

POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Exécution de l'article 15 de la loi du 3 mai 1841.

Avis au Public.

Par acte passé devant Monsieur le Maire de la commune de St-Martin-Labouval, le sieur Décremps (Pierre-Tony), a cédé au département pour l'établissement du chemin vicinal de grande communication, numéro 33, de Vers à Figeac.

SAVOIR :

0 are 70 centiares de maison ; 0 are 2 centiares de rivage ; 0 are 24 centiares de pâtus ; 0 are 76 centiares de maison ; moyennant la somme de deux mille deux cents francs, ci. 2,200 fr.

Cahors, le dix-neuf septembre mil huit cent soixante-dix.

Pour le Préfet du Lot, empêché : Le Secrétaire général, Signé : L. BOUDOUSQUÉ.

Pour tous les Extraits et articles non signés A. Layton